

M. Willard: Chez M. Yeomans.

Le sénateur Phillips: Quel genre d'ordinateur utilisez-vous?

M. Yeomans: Le ministère a 22 ordinateurs à sa disposition.

Le sénateur Phillips: Le nombre ne m'intéresse pas; c'est le nom de la société que je demande. S'agit-il d'IBM ou d'une autre?

M. Yeomans: Nous avons des ordinateurs IBM, Univac et Honeywell.

Le sénateur Phillips: Me serait-il permis de poser une question au président?

Le président: Il ne m'est pas donné de poser des questions ou d'y répondre.

Le sénateur Phillips: Pourrions-nous alors convoquer les informaticiens pour savoir s'ils peuvent contrôler la situation. A cause de la confusion qui règne dans le système d'ordinateur et dans l'émission des chèques d'assurance-chômage, je crois que nous devrions demander aux informaticiens s'ils peuvent fournir les chèques dans les délais fixés par le gouvernement.

Le président: Je crois que la question est tout à fait irrecevable, car le sujet mentionné ne relève pas de ce ministère . . .

Le sénateur Phillips: De quel ministère?

Le président: Du ministère de . . .

Le Dr Willard: Des Approvisionnements et Services.

Le sénateur Phillips: On vient de mentionner le ministère des Approvisionnements et Services. Allez-vous . . .

Le sénateur Flynn: Nous devrions inviter un représentant du ministère des Approvisionnements et Services . . .

Le président: Pas pour étudier ce problème.

Le sénateur Flynn: Pourquoi pas?

Le président: Parce que vous avez parlé de l'expédition des chèques d'assurance-chômage.

Le sénateur Phillips: Je n'ai pas parlé des chèques d'assurance-chômage.

Le président: Vous l'avez fait.

Le sénateur Forsey: Oui.

Le sénateur Flynn: Et s'il l'avait fait?

Le président: En ce qui nous concerne, la question est irrecevable.

Le sénateur Phillips: Pourquoi ne peut-on pas m'assurer que la société d'informatique peut s'en occuper.

Le président: Les questions concernant les chèques d'assurance-chômage ne sont pas pertinentes.

Le sénateur Phillips: J'ai simplement demandé que des représentants de la société d'informatique viennent nous rencontrer . . .

Le sénateur Flynn: Monsieur le président, permettez-moi d'ajouter ceci à votre décision hâtive: nous sommes ici pour voir si l'on peut trouver une solution à ce problème. Si l'expérience d'un autre ministère à cet égard est plus pertinente, on devrait nous le faire savoir. Vous pouvez dire que la question est irrecevable, c'est votre affaire, mais je ne l'accepte pas.

Le sénateur Forsey: Monsieur le président, il est certain qu'on a déjà fait la lumière sur ce point.

Le sénateur Flynn: Nous connaissons bien la vérité.

Le sénateur Thompson: Les autres n'ont-ils pas droit de parole?

Le sénateur Flynn: Je l'écoute.

Le sénateur Forsey: Monsieur le président, je voulais simplement dire que le Dr Willard a déjà indiqué que son ministère ne possédait pas d'ordinateur pour procéder à l'émission des chèques. C'est un «adressograph» qui s'en charge. L'ordinateur du ministère des Approvisionnements et Services est utilisé pour une toute autre opération lorsque les chèques reviennent de la banque. Ce point a été éclairci et je ne vois pas pourquoi il y aurait confusion à ce sujet.

Le président: Oui.

Le sénateur Forsey: Suis-je dans l'erreur ou est-ce bien le point soulevé?

Le Dr Willard: Monsieur le président, c'est exact.

Le sénateur Martin: Permettez-moi de poser une question au témoin . . .

Le sénateur Phillips: Permettez-moi de poser une question . . .

Le président: Sénateur Phillips, je vous en prie.

Le sénateur Martin: Permettez-moi de poser une question à M. Yeomans. Vous avez confié le travail à une société privée qui est prête à commencer le travail samedi . . . Est-ce exact?

M. Yeomans: C'est exact, monsieur.

Le sénateur Martin: De quelle société s'agit-il . . . IBM?

M. Yeomans: La société IBM a fabriqué les chèques perforés, en effet.

Le sénateur Martin: La société vous a dit qu'elle doit les recevoir à la date indiquée par le président du Conseil privé?

M. Yeomans: La date proposée par le président du Conseil privé a, d'après moi, été fixée à la suite de consultations entre les fonctionnaires du ministère de la Santé nationale et du Bien-être